



Conseil de formation du
17 juin 2020

La formation continue : une préoccupation encore plus grande

Comme toute notre société, l'école aura été violemment bousculée ces derniers mois. Il n'y aura pas eu de continuité pédagogique au sens de la poursuite des apprentissages, mais des efforts immenses de tous les personnels, enseignant·es comme équipe de circonscription et nous pensons notamment à nos collègues CPC, pour que le lien entre l'école, les élèves et les familles ne soit pas rompu, et que l'accueil des enfants de personnels indispensables à la gestion de la crise soit assuré. Et c'est bien souvent seul·es qu'ils et elles ont dû inventer des solutions. C'est seul·e-s, devant des applications méconnues jusque-là qu'ils et elles ont dû prendre le temps de les apprivoiser, de les tester, de les expérimenter, de les adapter pour les proposer à leurs élèves. L'école à la maison du CNED, brandie comme seul outil pour la mise en place de la "continuité pédagogique" par le ministre, n'a été utilisée que par 28% de nos collègues : c'est ce que révèle notamment l'enquête Harris pour le SNUipp sur le vécu des enseignant·e-s durant le confinement. 96% des collègues interrogé·e-s affirment s'être constitué des ressources par leurs propres moyens. Pour mettre en place cette école à distance, pour penser ce lien inédit, il a fallu tout apprendre sur le tas. 84% des collègues interrogé·e-s estiment s'être auto-formé·e-s en ligne, c'est ainsi que le temps long octroyé par le confinement a été utilisé, entre autres. Pour autant, ils et elles sont 95% à réclamer une meilleure formation continue. Car dans ce contexte de crise sanitaire, plus que jamais, il aura été montré la nécessité du collectif dans le processus d'apprentissage des élèves, comme dans le processus de construction des apprentissages pensé par les enseignant·e-s. La formation en ligne seule, ne constitue pas un véritable levier dans l'évolution voire la remise en cause des pratiques pédagogiques. Les enseignant·e-s demandent de la confrontation, du débat, de l'échange dans le cadre d'un travail collectif, d'un travail d'équipe.

L'expérimentation menée dans le département pour le plan « mathématiques » pourrait répondre à cette demande dans sa forme. En effet, tel qu'il nous a été présenté au cours du conseil de formation de l'année dernière, il s'agit de partir des préoccupations des enseignants, de coconstruire, d'accompagner sur la durée pour faire véritablement évoluer les pratiques. Nous ne sommes pas sans savoir que le ministère relance, encourage et amplifie ce plan en y accolant aujourd'hui le plan français... Les CPC deviennent donc des référents, des pairs-experts qui guident, écoutent, accompagnent, proposent et animent. Mais uniquement pour ce qui concerne les mathématiques et le français, niant ainsi la polyvalence qui est pourtant le cœur et la spécificité du métier de professeur des écoles. L'analyse des besoins et la constitution des groupes désormais appelés constellations, se fait à la lumière des résultats aux évaluations nationales.... Ces évaluations sont plus que controversées et très contestées par la profession. Nos collègues ne s'y plient qu'à regret et de peur d'être sanctionné·e-s, soyons-en certains...Elles sont décriées notamment parce que très orientées. Nous avons donc au final un plan de formation dit à l'esprit "horizontal", au plus près du terrain mais qui s'appuie en fait sur un dispositif vertical. Encore une fois ça sent la mise au pas !

Fonder la formation sur le contexte, telle est l'une des ambitions également, de ce plan de formation. Le contexte est pourtant clair : certains élèves auront connu près de 5 mois

d'interruption, et cette école à distance a mis en exergue les disparités, a creusé les inégalités déjà existantes et a fragilisé nos élèves les plus en difficulté.

Car, malgré la reprise progressive, pour beaucoup d'élèves, l'école s'est arrêtée le 13 mars. Il va donc falloir intégrer dans notre manière d'enseigner ce qui n'aura pu être travaillé pendant plus de trois mois pour tous les niveaux de classe. L'appréhension de la situation, la construction des réponses pédagogiques, ne pourront se faire que dans une optique de coopération forte, qui suppose un temps de travail de l'équipe pédagogique auquel devront pouvoir être associé·e·s nos collègues formateurs et formatrices et conseiller·e·s pédagogiques. L'école a plus que besoin ces derniers temps de sérénité, et de la disponibilité de celles et ceux qui pourront soutenir les équipes, les conseiller, les aider à analyser les besoins et construire les réponses. Ces réponses, nous le répétons, ne doivent en aucun cas être uniformes, prescrites, ou découler d'un axe vertical de travail, –déclinées en priorités nationales ou académiques vides de sens. Au risque d'être vécue par nos collègues comme de l'information institutionnelle qui n'aboutit en rien au perfectionnement de la pratique.

C'est guidé par la nécessaire adhésion des enseignant·e·s et la prise en compte de leur expertise que le SNUipp-FSU s'est engagé pleinement dans la construction d'un outil de relevé des besoins de formation de la profession. Cette démarche a été menée à son terme et nous en remercions tous ceux et celles qui y ont œuvré, malgré le contexte défavorable. Ce contexte explique notamment le peu de retours... En effet 58 réponses, ce n'est pas très représentatif. Mais qu'on ne se méprenne pas, ce n'est pas le reflet d'un désintérêt de la profession pour la formation. Deux facteurs sont pour nous à l'origine du peu de réponses.

Le premier, le plus évident : la reprise de l'école dans un contexte sanitaire compliqué a engendré stress, surcroît de travail et tension chez la plupart de nos collègues qui se détournent de ce qui ne leur apparaît pas comme immédiatement et instantanément utile. La réaction des directeurs et des directrices au lendemain de l'enquête effectuée en est une illustration criante.

Le second, peut-être moins évident réside dans la première partie de l'enquête. En effet, certain·e·s collègues ont été interpellés à bien des égards. D'une part, toutes et tous n'ont pas vécu d'action de formation cette année, et ne se sentaient donc pas concerné·e·s, malgré la seconde partie de l'enquête. D'autres collègues se sont sentis gêné·e·s par le caractère "enquête de satisfaction" que peut revêtir la partie bilan. Même s'il ne s'agit évidemment pas de cela, cela a pu être vécu comme une évaluation directe du travail des formateurs et des formatrices.

Pour le SNUipp-FSU, cette enquête est à reconduire et à parfaire pour les années futures, en y associant davantage les collègues formateurs et formatrices afin d'éviter l'écueil évoqué plus haut.

Alors 58 réponses c'est peu, certes. Néanmoins, les 58 collègues qui ont pris la peine de répondre doivent être entendus. Leurs attentes sur le contenu en termes d'objectif doivent être prises en compte, elles se focalisent essentiellement sur la découverte de nouveaux outils. Ils s'expriment également en majorité pour demander davantage de présentiel, sur des durées plus longues que 2 jours. En termes de contenu ce sont prioritairement la didactique, puis les difficultés des élèves qui les préoccupent. Ceux et celles qui n'ont pas répondu doivent également être entendus "en creux" : ils disent l'inquiétude et l'urgence dans laquelle ils se trouvent. Pour eux, comme pour le SNUipp-FSU, la priorité en ce moment, c'est avant tout de réduire les inégalités qui n'ont fait que se creuser durant cet épisode et l'école doit engager tous ses acteurs en ce sens.